

## R2 : Sortir de la crise du coronavirus dans la justice climatique

Résolution du Comité directeur à l'intention de l'Assemblée des délégué-e-s du 24 avril 2021, en ligne

Jamais, au cours des dernières années, la situation n'a été aussi propice qu'aujourd'hui à une transformation fondamentale de l'économie. La crise du coronavirus a, une fois de plus, mis en évidence que le système capitaliste non seulement ne défend pas les intérêts économiques et sociaux des 99% de la population, mais il menace également leur environnement naturel.

Si les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> ont baissé de 4 à 7% en 2020<sup>1</sup>, cette réduction fut liée aux mesures de confinement restreignant la mobilité et la consommation d'énergie, dont la source vient encore à 80% d'hydrocarbures fossiles<sup>2</sup>. En mars 2021, les niveaux d'émissions qui prévalaient avant la crise avaient déjà été rétablis<sup>3</sup>. La diminution temporaire des émissions ne peut pas nous réjouir car elle arriva aux dépens du bien-être social, psychologique et économique de la population ainsi que de millions de vies. Mais elle nous montre une chose : nous ne pourrons atteindre la neutralité carbone d'ici 2030 et ainsi limiter le réchauffement climatique mondial à 1,5 degré<sup>4</sup> que si nous abolissons l'impératif de croissance et notre dépendance aux énergies fossiles. En bref, seule la sortie du capitalisme fossile<sup>5</sup> pourra stopper la crise climatique.

### Démocratie et intervention publique

La JS Suisse défend donc aujourd'hui une sortie de crise dans la justice sociale et climatique. Pour éviter que l'on retombe dans un quotidien destructeur et capitaliste, une intervention publique et démocratique est nécessaire. Le secteur public doit réaliser des investissements importants dans des infrastructures durables, féministes et sociales. Pour la justice climatique, nous avons besoin de mesures immédiates pour la production d'énergie renouvelable et pour une mobilité respectueuse du climat selon notre plan d'action *System change*.

Les femmes étant les premières victimes de la crise climatique, sanitaire et économique, il est également nécessaire de penser une sortie de crise féministe, grâce à des investissements massifs dans les infrastructures du *care* telles que les crèches et les homes pour personnes âgées : cela permettra de renforcer la position des femmes dans l'économie tout en réduisant la dépendance de celle-ci aux combustibles fossiles, car une économie féministe est basée sur l'égalité des personnes et le respect de l'environnement. Cette intervention publique doit être réalisée maintenant afin d'amorcer le virage vers la fin de la crise sanitaire. Le Conseil fédéral et les gouvernements cantonaux doivent donc avoir lancé ces programmes d'investissements jusqu'à cet été.

La JS Suisse revendique donc :

---

<sup>1</sup> <https://www.nature.com/articles/s41558-020-0797-x>

<sup>2</sup> <https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2020>

<sup>3</sup> <https://www.iea.org/articles/global-energy-review-co2-emissions-in-2020>

<sup>4</sup> Rapport Giec

<sup>5</sup> Le capitalisme fossile est le système économique basé sur l'accumulation des profits et l'exploitation des travailleurs et des travailleuses et dont la croissance est dépendante de la combustion de combustibles fossiles (gaz, pétrole, charbon)

- La mise sur pied d'un paquet d'investissements ciblés dans les infrastructures énergétiques, les transports publics et le domaine du *care* ;
- La reconversion des grandes entreprises dont l'activité pollue inévitablement en raison de leur domaine d'activité (extraction d'énergies fossiles, production de ciment) ;
- La démocratisation immédiate des entreprises dont les émissions de CO2 sont particulièrement élevées ;
- La création d'emplois durables, notamment dans des domaines liés à la transition énergétique et le domaine du *care*.

### **Financement solidaire**

C'est évident : les 99% ne doivent pas porter les coûts ni de la crise du coronavirus ni de la crise climatique. La JS Suisse exige donc une taxe unique de 20% sur les fortunes de plus de 2 millions afin de financer ces mesures.

Recommandation du Comité directeur : accepter.